

N° 4183.

HONGRIE ET POLOGNE

Convention d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale.
Signée à Budapest, le 24 avril 1936.

HUNGARY AND POLAND

Convention regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Budapest, April 24th, 1936.

N^o 4183. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ENTR'AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 24 AVRIL 1936.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 septembre 1937.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
Désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs et l'entr'aide judiciaire en matière pénale, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires:

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le général en disponibilité vitéz Jules GÖMBÖS DE JÁKFA, président du Conseil des ministres et ministre de la Défense nationale ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Marjan ZYNDRAM KOŚCIALKOWSKI, président du Conseil des ministres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION DES MALFAITEURS.

Article premier.

INFRACTIONS DONNANT LIEU A L'EXTRADITION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies par les autorités judiciaires de l'autre Partie pour des faits, pour lesquels, d'après les lois des deux Parties peut être appliquée une peine privative de liberté dont le maximum est au moins un an ou une peine plus grave ou qui ont été condamnées par les tribunaux de l'autre Partie à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à une peine plus grave.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 14 juin 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4183. — CONVENTION² REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT BUDAPEST, APRIL 24TH, 1936.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 14th, 1937.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Having determined, by common consent, to conclude a Convention to regulate the extradition of criminals and judicial assistance in criminal matters, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

General Jules GÖMBÖS DE JÁKFA, President of the Council of Ministers and Minister of National Defence ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Marjan ZYNDRAM KOŚCIALKOWSKI, President of the Council of Ministers ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION OF CRIMINALS.

Article 1.

EXTRADITABLE OFFENCES.

The Contracting Parties undertake to deliver up to each other, on request, persons who, being proceeded against by the judicial authorities of the one Party in respect of offences punishable under the laws of both Parties by detention for a maximum term of at least one year, or a more serious penalty, or having been sentenced by the courts of the other Party to a term of detention of at least six months, or a more serious penalty, shall be found in the territory of the other Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 14th, 1937.

L'extradition sera également accordée en cas de tentative, d'actes préparatoires et de participations auxdites infractions, punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Quant aux infractions de droit commun, punies aussi par les lois pénales militaires, la décision, s'il s'agit ou non d'un délit d'extradition au sens de l'alinéa un, dépend seulement de la peine prévue par le droit commun.

Article 2.

RESTRICTIONS A L'OBLIGATION D'EXTRADER.

L'extradition ne sera pas accordée :

1. Si la personne réclamée est ressortissante de la Partie requise.
La République de Pologne ne livre pas, en outre, les ressortissants de la Ville libre de Dantzig ;
2. Si l'infraction est commise sur le territoire de la Partie requise.
Si l'infraction est commise hors du territoire de la Partie requérante, l'extradition ne sera accordée que dans le cas où la législation de la Partie requise autorise la poursuite de la même infraction commise en dehors de son territoire ;
3. Si la poursuite de l'infraction est réservée en vertu des lois de la Partie requise exclusivement à la juridiction de cette Partie ;
4. Si contre la personne dont l'extradition est demandée, une procédure pénale, intentée pour la même infraction sur le territoire de la Partie requise, a déjà été définitivement terminée ;
5. Si d'après la législation en vigueur sur le territoire de l'une des Parties la poursuite ou la peine est prescrite ou éteinte, sauf le cas de l'extinction de la procédure causée par une loi sur l'amnistie en vigueur sur le territoire de la Partie requise ;
6. En cas de délits politiques ou de faits connexes à ces délits.
Ne seront pas réputés délits politiques ni faits connexes à de tels délits les attentats à la vie :
 - a) D'un chef d'Etat ou d'un membre de sa famille ;
 - b) Des membres d'un gouvernement ;
 - c) De l'inspecteur général ou du commandant en chef des forces armées d'une des Parties contractantes

y compris la tentative et la participation.

La Partie requise appréciera librement, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction selon les circonstances de la cause; elle pourra exiger de la Partie requérante la production de tous les renseignements et justifications nécessaires ;

7. En cas d'infractions punissables exclusivement par les lois pénales militaires ;
8. En cas d'infractions prévues exclusivement par les dispositions des lois au sujet de la presse ;
9. En cas d'infractions prévues exclusivement par les lois sur les douanes, impôts ou par les autres lois financières ;
10. En cas d'infractions formant selon les lois de l'une des deux Parties une contravention.

Extradition shall also be granted in cases of attempts to commit such offences, or of preparation for, or participation in, the commission of such offences, provided that such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

As regards criminal offences which are also punishable under the military penal laws, the question of whether an offence is extraditable within the meaning of the first paragraph of this Article shall be determined solely by the penalty prescribed by the ordinary criminal law.

Article 2.

EXCEPTIONS TO THE OBLIGATION TO GRANT EXTRADITION.

Extradition shall not be granted :

(1) If the person claimed is a national of the Party applied to.

In addition, the Republic of Poland shall not surrender nationals of the Free City of Danzig ;

(2) If the offence has been committed in the territory of the Party applied to.

If the offence has been committed outside the territory of the Party making the requisition, extradition shall only be granted if under the laws of the Party applied to proceedings may be instituted in respect of the offence concerned, even if committed outside its territory ;

(3) If, under the laws of the Party applied to, the institution of proceedings in respect of the offence is exclusively reserved to the jurisdiction of that Party ;

(4) If criminal proceedings instituted against the person claimed in respect of the same offence in the territory of the Party applied to have been finally terminated ;

(5) If, under the laws in force in the territory of one of the Parties, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, except in cases in which the bar to proceedings arises out of an amnesty law in force in the territory of the Party applied to ;

(6) In the case of political offences or acts connected with such offences.

Attempts on the life of the following persons shall not be regarded as political offences or as acts connected with such offences :

(a) A Head of State or a member of his family ;

(b) Members of a Government ;

(c) The Inspector-General or Commander-in-Chief of the armed forces of either of the Contracting Parties ;

nor shall attempts at or participation in the commission of such offences be so regarded.

The Party applied to shall itself decide as to the character of the offence in each individual case, according to the circumstances ; it may require the Party making the requisition to supply any information necessary to substantiate its claim.

(7) In the case of offences punishable exclusively under the military penal laws ;

(8) In the case of acts which only constitute offences under laws relating to the press ;

(9) In the case of acts which only constitute offences under the laws concerning Customs or taxes, or other financial laws ;

(10) In the case of acts which, under the laws of either of the Parties, constitute mere police offences.

Article 3.

L'extradition peut être refusée dans le cas où d'après la législation d'une des Parties contractantes l'infraction en question ne peut être poursuivie que sur la demande (plainte, proposition, accusation privée) de la partie lésée et la Partie requérante n'a pas justifié de l'existence de cette demande.

A la plainte de la partie lésée sont équivalentes : une dénonciation de sa part auprès des autorités compétentes, sa déposition en qualité de témoin ou toute autre manifestation de sa volonté qui exprime son désir de poursuivre.

Article 4.

L'extradition peut être refusée si pour le même fait sur le territoire de l'Etat requis une action pénale est intentée contre l'individu réclamé.

Article 5.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique. Elle indiquera la nationalité de l'individu réclamé.

La demande sera accompagnée soit du mandat d'arrêt judiciaire ou de toute autre décision judiciaire ordonnant l'arrestation du malfaiteur, soit d'un jugement de condamnation passé en force de chose jugée. Les documents susmentionnés ou bien un document distinct, annexé à cet effet, devra contenir le bref résumé des faits, la nature et la gravité de l'infraction et l'indication des textes des lois appliquées ou applicables à l'infraction ainsi qu'à la peine qu'elle entraîne. Les textes des lois devront y être de même contenus ou annexés.

En cas d'infraction contre la propriété, il faut indiquer, autant que possible, l'objet et le montant du dommage causé ou tenté. On joindra également, autant que possible, le signalement de la personne à livrer, sa photographie, l'empreinte digitale et toutes autres données nécessaires à la constatation de l'identité.

Les documents mentionnés seront produits en original ou en expédition authentique.

Article 6.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction, pour laquelle l'extradition est réclamée, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à la Partie requérante et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

En aucun cas, la Partie requérante ne pourra être tenue à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 7.

DÉTENTION DE LA PERSONNE RÉCLAMÉE.

Il sera procédé à la mise en détention de la personne dont l'extradition a été réclamée, dès que la demande aura été reçue, sauf le cas, où il est évident que l'extradition ne pourra avoir lieu.

En cas d'urgence la personne réclamée devra être arrêtée même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il y soit fait mention de l'existence d'un des documents mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 5 et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou l'autorité compétente (parquet, police) de la Partie requérante à l'autorité compétente (tribunal, parquet, police) de la Partie requise.

Article 3.

Extradition may be refused if, under the laws of either of the Contracting Parties, a prosecution can only be instituted in respect of the offence in question at the suit (complaint, motion or private accusation) of the injured party, and if the Party making the requisition has not supplied evidence that such a suit has been brought.

The following acts shall be regarded as equivalent to a complaint by the injured party; his laying an information before the competent authorities, his giving evidence as a witness, or any other manifestation of his intention to prosecute.

Article 4.

Extradition may be refused if criminal proceedings have been instituted against the person claimed in respect of the same act in the territory of the State applied to.

Article 5.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall state the nationality of the person claimed.

The requisition shall be accompanied either by the judicial warrant of arrest or some other judicial document ordering the arrest of the criminal, or by a copy of a sentence having acquired the force of *res judicata*. These documents, or a separate document annexed for the purpose, shall contain a short statement of the facts, indicating the nature and gravity of the offence, a reference to the laws applied or applicable to the offence and the penalty involved. The texts of the laws shall also be reproduced in such documents or appended thereto.

In the case of an offence against property, particulars shall, wherever possible, be furnished of the property concerned and of the amount of the actual or attempted damage. If possible, a description of the person to be surrendered, his photograph, finger-prints, and any other particulars necessary to establish his identity, should also be supplied.

The above-mentioned documents should be either originals or authentic copies.

Article 6.

In case of doubt as to whether the offence in respect of which extradition is required falls within the provisions of the present Convention, explanations shall be sought from the Party making the requisition, and extradition shall only be granted if the explanations supplied are such as to remove such doubt.

The Party making the application may in no case be required to furnish proof of the guilt of the person claimed.

Article 7.

DETENTION OF THE PERSON CLAIMED.

The person whose extradition has been claimed shall be taken into custody as soon as the requisition is received, except in cases in which it is clear that extradition cannot take place.

In urgent cases, the person claimed should be arrested even before the requisition for extradition is presented, on the receipt of a notification transmitted by post or telegraph, provided always that mention is made therein of the existence of one of the documents enumerated in the second paragraph of Article 5, and also of the nature of the offence. Such notification may be addressed direct by the court or competent authority (prosecutor's office, police) of the Party making the requisition to the competent authority (court, prosecutor's office, police) of the Party applied to.

Les autorités compétentes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu qui aura été signalé antérieurement par les autorités de l'autre Partie ou inscrit — comme recherché — par la police de l'autre Partie dans leurs bulletins ou registres respectifs.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas 2 ou 3 en informera sans retard, par voie télégraphique, l'autorité qui l'a causée en indiquant en même temps le jour et l'endroit de la détention.

Article 8.

MISE EN LIBERTÉ DE LA PERSONNE DÉTENUE.

La personne détenue pourra être mise en liberté :

1. S'il n'est pas donné suite à la demande d'extradition de la personne détenue ;
2. Si les explications exigées conformément à l'article 6 ne sont pas parvenues dans le délai d'un mois à partir du jour où la demande en sera parvenue à la Partie requérante ;
3. Si, en cas de l'arrestation effectuée au sens de l'alinéa 2 de l'article précédent, la demande d'extradition n'est pas parvenue par la voie prévue à l'article 5 dans le délai de six semaines à partir du jour où la communication d'arrestation prévue par l'alinéa 4 de l'article précédent a été expédiée ;
4. Si, en cas de l'arrestation effectuée au sens de l'alinéa 3 de l'article précédent, aucune communication annonçant la demande d'extradition n'est pas parvenue par voie prévue à l'article 5, dans le délai de quinze jours à partir de la date où la communication d'arrestation prévue par l'alinéa 4 de l'article précédent a été expédiée, ou bien si, dans le délai de six semaines à partir de la même date, la demande d'extradition n'est pas parvenue par la même voie.

Si l'extradition a été accordée, la Partie requérante, qui se procurera les autorisations nécessaires du transit le plus tôt possible, sera tenue de se faire délivrer la personne réclamée dans un délai de trois mois à compter du jour où elle aura reçu l'information que l'extradition a été accordée. Passé ce délai, la personne dont il s'agit pourra être mise en liberté.

Article 9.

CONCURRENCE DES DEMANDES.

En cas de réclamation du même individu de la part de plusieurs Etats soit pour le même fait, soit pour faits distincts, l'Etat requis décidera auquel de ces Etats l'individu sera livré.

Article 10.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle, qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées définitivement ou jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine ou qu'il en ait obtenu la remise.

Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition, sauf motifs spéciaux qui seront portés aussitôt à la connaissance de la Partie requérante.

Article 11.

REMISE TEMPORAIRE DE LA PERSONNE RÉCLAMÉE.

Si l'ajournement de l'extradition mentionné à l'article précédent pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de la Partie requérante, la prescription ou autres entraves importantes

The competent authorities may, even in the absence of such a notification, order the provisional arrest of any person previously reported wanted by the authorities of the other Party or entered as wanted by the police of that Party in their bulletins or registers.

An authority having arrested any person under the two preceding paragraphs shall without delay inform, by telegraph, the authority which has caused such arrest to be made, mentioning the date and place of arrest.

Article 8.

RELEASE OF THE PERSON DETAINED.

The person detained may be released :

- (1) If the requisition for his extradition is not complied with ;
- (2) If the explanations demanded under Article 6 are not received within one month from the day on which the demand reached the Party making the requisition ;
- (3) If, in the case of an arrest made under the second paragraph of the preceding Article, the requisition for extradition fails to arrive, through the channel indicated in Article 5, within six weeks from the date of the despatch of the notification of arrest provided for in the fourth paragraph of the preceding Article ;
- (4) If, in the case of an arrest made under the third paragraph of the preceding Article, no communication announcing the intention to claim extradition is received through the channel indicated in Article 5 within fifteen days from the date of the despatch of the notification of arrest provided for in the fourth paragraph of the preceding Article, or if within six weeks from that date the requisition for extradition is not received through the prescribed channel.

Should extradition be granted, the Party making the requisition shall obtain any necessary transit authorisations as soon as possible and shall take over the custody of the person claimed within three months from the date of its being informed that extradition has been granted. On the expiration of this period, the said person may be released.

Article 9.

REQUISITION FOR EXTRADITION BY MORE THAN ONE STATE.

Should the same person be claimed by more than one State in respect of either the same or a separate offence, the State applied to shall determine to which of these States such person shall be surrendered.

Article 10.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

Should the person claimed be under trial or have been convicted in the State applied to for an offence other than that which occasioned the requisition for extradition, his extradition may be postponed until the proceedings are finally terminated or until he has either served his sentence or obtained the remission thereof.

Such postponement shall not prevent an immediate decision in the matter of extradition, unless this is precluded by special reasons of which the Party making the requisition shall at once be notified.

Article 11.

TEMPORARY SURRENDER OF THE PERSON CLAIMED.

If postponement of extradition under the preceding Article might have the effect, under the laws of the Party making the requisition, of enabling the offender to obtain exemption from

à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 12.

RESTRICTION DE LA POURSUITE DE LA PERSONNE EXTRADÉE.

La personne extradée ne pourra être poursuivie, ni punie sur le territoire de la Partie à laquelle elle a été livrée, ni extradée à un Etat tiers que pour les infractions en raison desquelles l'extradition a été explicitement accordée.

Néanmoins, elle pourra être poursuivie ou livrée à un Etat tiers pour des infractions antérieures à l'extradition :

1. Si la Partie, qui a accordé l'extradition, y consent ultérieurement ; ce consentement ne pourra pas être refusé, si l'extradition en vertu de cette convention aurait dû être accordée ;

2. Si la personne extradée n'a pas quitté de son propre gré le territoire de la Partie, à laquelle elle avait été livrée, au cours d'un mois à compter du jour où la procédure pénale relative à l'infraction ayant causé l'extradition, a été terminée définitivement et, en cas de condamnation, à compter du jour où elle a purgé sa peine ou en a obtenu la remise, ou bien si elle y est revenue de son gré ;

3. Si, sauf le cas d'infractions prévues par le point 6 alinéa un et par les points 7-10 de l'article 2, la personne extradée déclare y consentir dans un procès-verbal judiciaire. Une copie conforme de ce procès-verbal devra être transmise à la Partie ayant accordé l'extradition. Dans ce cas la poursuite ou la punition est admise seulement, si, dans un délai d'un mois à partir de la réception de cette communication, la Partie requise ne s'y oppose pas.

Article 13.

TRANSIT DES MALFAITEURS.

Les dispositions de cette convention concernant l'extradition des malfaiteurs, seront également appliquées à la demande et à la permission du transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes d'une personne extradée par un Etat tiers à l'autre Partie.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

Article 14.

COMMUNICATION DU RÉSULTAT DE LA PROCÉDURE.

La Partie contractante à laquelle la personne poursuivie a été livrée, informera, sur demande, l'autre Partie du résultat définitif de la procédure pénale en lui communiquant une expédition de la décision relative.

CHAPITRE II

ENTR'AIDE JUDICIAIRE.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter réciproquement, sur demande, entr'aide judiciaire en matière pénale. Elles feront notamment signifier les actes de la procédure pénale des autorités judiciaires de l'autre Partie à des personnes se trouvant sur le territoire de la Partie

prosecution through lapse of time, or of placing other serious difficulties in the way of the prosecution, the person claimed may be surrendered temporarily, failing special reasons to the contrary, provided always that he is returned as soon as the preliminary examination in the State making the requisition for which his temporary surrender was required is completed.

Article 12.

RESTRICTIONS ON THE PROSECUTION OF PERSONS SURRENDERED.

A person surrendered shall not be prosecuted or punished within the territory of the Party to which he has been surrendered, or extradited to a third State, in respect of offences other than those for which extradition was granted.

He may, nevertheless, be prosecuted or surrendered to a third State in respect of offences committed prior to his extradition :

(1) If the Party which granted extradition subsequently consents thereto ; such consent cannot be refused if extradition would have had to be granted under the present Convention ;

(2) If the person surrendered does not, of his own free will, leave the territory of the Party to which he was surrendered within one month from the day on which the criminal proceedings in respect of the extradition offence were finally terminated or, in the event of conviction, from the day on which he finished serving or obtained the remission of his sentence, or if he returns there of his own free will ;

(3) If, except in the case of the offences referred to in the first paragraph of No. 6 and in Nos. 7 to 10 of Article 2, the person surrendered signifies his consent in a judicial record. A duly authenticated copy of such record must be forwarded to the Party which granted extradition. In this event, prosecution or punishment is only permitted if no objection is raised by the Party applied to within one month from the receipt of such notification.

Article 13.

CONVEYANCE IN TRANSIT OF OFFENDERS.

The provisions of the present Convention regarding the extradition of offenders shall also apply to requests for and the authorisation of the conveyance in transit through the territory of one of the Contracting Parties of a person surrendered by a third State to the other Party.

Such conveyance shall be effected by officials of the Party applied to under such conditions and by such route as it may determine.

Article 14.

COMMUNICATION OF THE RESULT OF PROCEEDINGS.

The Contracting Party to which an accused person has been surrendered shall, on request, inform the other Party of the final result of the criminal proceedings and shall forward to it a copy of the relevant decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to accord to each other, on request, judicial assistance in criminal matters. They shall, in particular, serve the documents connected with criminal proceedings emanating from the judicial authorities of the other Party on persons within the

requis. Elles donneront suite aux commissions rogatoires concernant les actes d'instruction, tels que : l'audition des prévenus, des témoins et des experts, visite sur lieu, visite domiciliaire, perquisition personnelle et saisie du corps de délit ou des pièces de conviction. Elles s'engagent à se fournir, sur demande, des renseignements du casier judiciaire. Elles se remettront également les actes judiciaires et les objets ayant trait aux affaires pénales, qui seront à retourner le plus tôt possible.

Article 16.

Dans la commission rogatoire respective doit être précisé l'acte à effectuer, elle doit également contenir les données nécessaires pour l'accomplir.

En particulier, les demandes de notification doivent contenir l'adresse du destinataire et la nature de l'acte ou du document à notifier.

En outre, il y a lieu d'indiquer dans la commission rogatoire la cause pénale pour laquelle l'aide est nécessaire, désigner nom, profession, domicile et nationalité de tous les inculpés, faire un exposé bref des faits et indiquer les lois pénales qualifiant l'infraction.

Article 17.

REFUS DE L'ENTR'AIDE JUDICIAIRE.

L'entr'aide judiciaire en matière pénale pourra être refusée :

1. S'il s'agit de la poursuite ou de la condamnation d'un sujet de la Partie requise qui ne se trouve pas sur le territoire de la Partie requérante ;
2. Si la citation d'un témoin ou d'un expert contient la mention des conséquences légales de la non-comparution, consistant en une peine ou une imposition de frais ou bien en un mandat d'amener ou d'arrêt ;
3. S'il s'agit d'une des infractions énumérées au point 6 alinéa un et aux points 7-10 de l'article 2 de cette convention ;
4. Si dans l'Etat requis l'acte à opérer ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;
5. Si l'Etat requis juge que l'exécution de la demande de l'entr'aide judiciaire est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ;
6. La communication des dossiers et documents pourra être également refusée dans le cas où il s'agit des dossiers particulièrement importants et leur transmission pourrait éveiller des craintes spéciales.

Néanmoins, dans ce cas les copies des pièces requises par la commission rogatoire sont à envoyer à l'autorité requérante.

Lorsqu'une perquisition, une saisie ou l'envoi des pièces de conviction est demandé, il ne sera donné suite à la commission rogatoire que dans le cas où existent les conditions nécessaires pour donner lieu à l'extradition d'après les stipulations de la présente convention.

Article 18.

L'entr'aide judiciaire en matière pénale sera prêtée en observant les lois de la Partie requise.

L'autorité requise devra user des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution des commissions rogatoires émanant des autorités de l'Etat requis.

territory of the Party applied to. They shall give effect to rogatory commissions in connection with the preliminary examination in such matters as : the hearing of accused persons, witnesses and experts, inspection of the scene of the offence, domiciliary search or personal search and the seizure of objects connected with or serving to establish proof of the offence. They undertake to supply each other, on request, with information contained in the criminal records. They shall also transmit to each other judicial documents and articles connected with the criminal proceedings, which shall be returned as soon as possible.

Article 16.

Rogatory commissions shall specify the exact nature of the assistance desired and shall contain all such particulars as are necessary for the purpose.

In particular, requests for the service of documents must indicate the nature of the paper or document to be served and the address of the person for whom it is intended.

The rogatory commission must also specify the criminal proceedings in respect of which assistance is required, state the name, occupation, place of residence and nationality of all the accused persons, give a brief account of the facts and indicate the criminal laws defining the offence.

Article 17.

REFUSAL OF JUDICIAL ASSISTANCE.

Judicial assistance in criminal matters may be refused :

(1) If its purpose is the prosecution or conviction of a national of the Party applied to who is not within the territory of the Party making the application ;

(2) If the summons addressed to a witness or an expert contains a reference to the legal consequences of non-attendance, viz. some particular penalty, liability for costs, or the issue of an order to produce or warrant of arrest ;

(3) In the case of any of the offences enumerated in the first paragraph of No. 6 and in Nos. 7 to 10 of Article 2 of the present Convention ;

(4) If in the State applied to the form of assistance desired does not fall within the attributions of the judicial authority ;

(5) If the State applied to considers that the granting of the request for judicial assistance would be likely to affect its sovereignty or security ;

(6) So far as the forwarding of records and documents is concerned, in cases in which these are of particular importance and their transmission might give rise to special risks.

In these cases, however, copies of the documents applied for in the rogatory commission shall be forwarded to the authority making the application.

In cases in which the request is for a search, a seizure, or the despatch of articles serving to establish proof of guilt, effect shall only be given to the rogatory commission if the conditions necessary for extradition under the terms of the present Convention are fulfilled.

Article 18.

Judicial assistance in criminal matters shall be granted in accordance with the laws of the Party applied to.

The authority applied to shall employ the same measures of constraint as in giving effect to rogatory commissions issued by other authorities within the country.

Article 19.

VOIE DE TRANSMISSION DE LA DEMANDE.

Les demandes de signification ainsi que les autres demandes de l'entr'aide judiciaire seront transmises par la voie diplomatique.

Dans le cas d'extrême urgence où toute perte de temps pourrait entraîner le risque de compromettre le résultat de la procédure pénale, les autorités poursuivantes pourront saisir directement les autorités compétentes de l'Etat requis. Les pièces dressées en exécution de ces demandes seront envoyées par la même voie aux autorités requérantes.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, celle-ci transmettra, par voie officielle, la demande à l'autorité compétente de son Etat et en informera simultanément l'autorité requérante.

Article 20.

CITATION DES TÉMOINS ET EXPERTS DU TERRITOIRE DE L'AUTRE PARTIE.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante est jugée nécessaire ou désirable, une invitation parvenue à cet effet lui sera signifiée, toutefois sans toute mesure de coercition.

Cette invitation contiendra une promesse formelle de restitution des frais. Des frais de voyage et de séjour, calculés depuis le moment de son départ, seront accordés à la personne invitée, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans l'Etat où l'audition devra avoir lieu ; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des autorités judiciaires de sa résidence, l'avance en tout ou en partie des frais de voyage. Cette avance sera ensuite remboursée par l'Etat requérant.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui, cité par les tribunaux de l'autre Partie contractante, comparaitra volontairement devant eux, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des infractions antérieures ni sous prétexte de complicité dans les infractions formant l'objet du procès où il figure. Toutefois il perdra ce privilège, si, ayant eu la faculté de le faire, il n'a pas quitté le territoire de la Partie requérante dans une semaine à partir du moment où sa présence devant le tribunal a cessé d'être nécessaire.

Si la personne, citée en qualité de témoin, se trouve en détention sur le territoire de la Partie requise, sa remise temporaire pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée dans les 48 heures après que sa présence près du tribunal ait cessé d'être nécessaire. Une pareille demande ne pourra être refusée que pour des motifs d'importance et notamment si la personne se trouvant en détention préventive, s'y oppose.

Si la personne, citée en qualité de témoin, se trouve en détention sur le territoire d'un Etat tiers, le transit par le territoire de l'une des Parties contractantes sera, sur demande, également accordé.

Article 21.

COMMUNICATIONS DES CONDAMNATIONS.

Les Parties contractantes s'engagent à s'informer réciproquement, à la fin de chaque trimestre, des condamnations passées en force de chose jugée, prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contre les ressortissants de l'autre pour crimes et délits.

Elles se communiqueront également les décisions ultérieures, concernant lesdites condamnations. Les communications visées ci-dessus seront échangées par la voie prescrite dans l'article 19.

Les prescriptions ci-dessus énoncées ne sont pas applicables aux infractions visées par le point 6 alinéa un et par les points 7-10 de l'article 2.

Article 19.

TRANSMISSION OF REQUESTS.

Requests for the service of documents, together with other requests for judicial assistance, shall be transmitted through the diplomatic channel.

In cases of extreme urgency, in which any loss of time might involve the risk of compromising the result of the criminal proceedings, the prosecuting authorities may approach the competent authorities of the State applied to direct. The documents prepared in response to such requests shall be forwarded through the same channel to the authorities making the application.

If the authority applied to should not be competent to deal with the matter, it shall forward the request through the official channel to the competent authority in its own State and at the same time inform the authority making the application accordingly.

Article 20.

SUMMONING OF WITNESSES AND EXPERTS WITHIN THE TERRITORY OF THE OTHER PARTY.

Should the attendance in person of a witness or expert, to be found in the territory of the other Contracting Party, be considered necessary or desirable in connection with criminal proceedings, any request to that effect which may be forwarded shall be notified to such person, though without the use of any form of constraint.

Such a request shall contain a formal undertaking to defray all costs. Travelling and subsistence allowances shall be granted to the person concerned, as from the time of his departure in accordance with the scales and regulations in force in the State in which the hearing is to take place ; the whole or part of his travelling expenses may, at his request, be advanced to him by the judicial authorities of his place of residence. Such advance shall subsequently be refunded by the State making the application.

No witness or expert, of whatever nationality, who, when summoned by the courts of the other Contracting Party, appears voluntarily before them may be prosecuted or detained in respect of previous offences or on the ground of complicity in the offences forming the subject of the proceedings in which he is appearing. He shall, however, forfeit this privilege if, being in a position to do so, he fails to leave the territory of the Party making the application within one week of his presence in court ceasing to be necessary.

Should the person summoned as a witness be in custody within the territory of the Party applied to, a request may be made for his temporary surrender subject to an undertaking to return him within forty-eight hours of his presence in court ceasing to be necessary. Such a request may only be refused for serious reasons, in particular if the person awaiting trial objects to its being granted.

If the person summoned as a witness is in custody within the territory of a third State, permission for his conveyance in transit through the territory of either of the Contracting Parties shall similarly be granted on request.

Article 21.

NOTIFICATION OF CONVICTIONS.

The Contracting Parties undertake to inform each other, at the end of each quarter, of all convictions having acquired the force of *res judicata* pronounced by the courts of one Party against nationals of the other, in respect of crimes and delicts.

They shall also communicate to each other any subsequent decisions relating to such convictions.

The notifications referred to above shall be exchanged through the channel indicated in Article 19.

The above provisions shall not apply to the offences referred to in the first paragraph of No. 6 and in Nos. 7 to 10 of Article 2.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'EXTRADITION AINSI QU'A L'ENTRAIDE JUDICIAIRE.

Article 22.

RÉDACTION, LÉGALISATION ET TRADUCTION DES DEMANDES.

Les demandes d'extradition, leurs annexes, les demandes de signification, les commissions rogatoires et les autres demandes d'entraide judiciaire seront rédigées dans la langue officielle de la Partie requérante et dans la forme prescrite par les lois de cette Partie. Elles ne devront pas être légalisées, mais elles devront être revêtues du sceau de l'autorité requérante, et accompagnées d'une traduction dans la langue officielle de la Partie requise ou bien dans la langue française.

La traduction sera officielle, ou bien rédigée ou légalisée par un interprète assermenté et munie de sa signature et du sceau officiel.

Les réponses et leurs annexes ainsi que les communications prévues à l'article 21 ne seront pourvues de traduction qu'à la demande de la Partie requérante et contre remboursement des frais de traduction.

En cas de refus de l'extradition ou de l'entraide judiciaire, la Partie requérante sera informée par la Partie requise des motifs de ce refus.

Article 23.

FRAIS DE L'EXTRADITION ET DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute entraide judiciaire en matière pénale, seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Toutefois, la Partie requérante remboursera les frais de la remise temporaire mentionnée à l'article 11 et les frais du transit prévu à l'article 13.

La Partie requérante remboursera de même les sommes versées aux experts ainsi que les frais résultant de l'exécution des alinéas 2, 4 et 5 de l'article 20.

Article 24.

REMISE DES PIÈCES DE CONVICTION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les objets provenant d'une infraction, ou bien qui peuvent servir de pièce de conviction, même s'ils sont passibles de saisie ou de confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront remis, autant que possible, en même temps que l'extradition ou le transit sera effectué. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition ne pourrait être accordée ou effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Cette remise comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans l'Etat requis et qui seraient découverts ultérieurement.

Les droits des tiers sur ces objets seront toutefois réservés. Dans ce cas, ils devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à la Partie ayant accordé la remise.

La Partie, à laquelle la remise de ces objets aura été demandée, pourra les retenir provisoirement, si elle les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Elle pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but, sous l'obligation de les retourner à son tour dès que faire se pourra.

CHAPTER III.

PROVISIONS APPLICABLE BOTH TO EXTRADITION AND TO JUDICIAL ASSISTANCE.

Article 22.

DRAWING UP, LEGALISATION AND TRANSLATION OF REQUESTS.

Requisitions for extradition together with the annexes thereto, requests for the service of documents, rogatory commissions and other requests for judicial assistance shall be drawn up in the official language of the Party making the application and in the form prescribed by its laws. They shall not require legalisation, but must bear the seal of the authority making the application and be accompanied by a translation in the official language of the Party applied to or in French.

The translation shall be official or alternatively shall be prepared or legalised by a sworn interpreter and shall bear his signature and the official seal.

The replies and the annexes thereto, together with the notifications prescribed in Article 21, shall only be accompanied by a translation if the Party making the application so requests, and subject to the repayment by it of the cost of translation.

Should extradition or judicial assistance be refused, the Party applied to shall inform the Party making the application of the reasons for such refusal.

Article 23.

COSTS OF EXTRADITION AND OF JUDICIAL ASSISTANCE.

Expenses occasioned by a requisition for extradition or by a request for any form of judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party within whose territory they were incurred.

Nevertheless, the Party making the requisition shall reimburse the cost of surrender under Article 11, and the cost of conveyance in transit under Article 13.

The Party making the application shall likewise refund the sums paid to experts, together with any expenses arising out of action under Article 20, paragraphs 2, 4 and 5.

Article 24.

HANDING-OVER OF ARTICLES SERVING TO ESTABLISH PROOF OF AN OFFENCE.

The Contracting Parties undertake to hand over to each other, on request, any articles obtained through an offence or capable of serving as a proof of guilt, even if such articles are liable to seizure or confiscation.

If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or conveyance in transit, they shall, as far as possible, be handed over at the time when the extradition or conveyance in transit takes place. They shall be handed over even if extradition cannot be granted or effected in consequence of the death or escape of the accused person. This shall also apply to any similar articles which the accused person may have concealed or deposited in the State applied to and which may be subsequently discovered.

The rights of third parties in respect of such articles shall, however, be reserved. In such cases, the articles shall be returned as soon as possible after the termination of the proceedings and without charge to the party which handed them over.

The Party which has been requested to hand over such articles may retain them temporarily if it regards them as necessary for the purposes of the preliminary criminal examination. It may also, when handing them over, reserve the right to demand their return for the same purpose, undertaking in its turn to send them back as soon as possible.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

Article 25.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie le plus tôt possible.

Article 26.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 24 avril 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan ZYNDRAM KOŚCIALKOWSKI, *m. p.*

CHAPTER IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 25.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

Article 26.

The present Convention shall come into force three months after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until the expiry of a period of six months from the day on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest in duplicate, this 24th day of April, 1936.

(L. S.) GÖMBÖS, *m. p.*

(L. S.) Marjan ZYNDRAM KOŚCIALKOWSKI, *m. p.*

